

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F 90 — 3004

26 JUILLET 1990. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon fixant le cahier des charges type déterminant les obligations générales des concessionnaires de mines

L'Exécutif régional wallon,

Vu le décret du 7 juillet 1988 sur les mines et notamment l'article 18;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 18 septembre 1989;

Sur la proposition du Ministre-Président, chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale et du Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement,

Arrête :

Article 1^{er}. Les obligations générales des concessionnaires de mines sont déterminées dans un cahier des charges type dont le modèle est annexé au présent arrêté.

Art. 2. Le Ministre ayant les mines dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 26 juillet 1990.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon chargé de l'Economie,
des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,
B. ANSELME

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement pour la Région wallonne,

G. LUTGEN

CAHIER DES CHARGES TYPE**Concession des mines**

Article 1^{er}. Au sens du présent cahier des charges, on entend par :

- « Ministre » : le Ministre qui a les mines dans ses attributions;
- « Ingénieur des Mines » : le directeur du service extérieur concerné, de la division de la Prévention des Pollutions et de la Gestion du Sous-sol;

Art. 2. La concession de mine de (1)..... de (2)..... telle que le périmètre en est déterminé par l'arrêté du..... instituant la concession, sera régie par le présent cahier des charges, lequel demeurera audit arrêté.

Le concessionnaire fera élection de domicile à Dans le cas où il voudrait ultérieurement transférer ce domicile dans une autre commune, il sera tenu d'en faire la déclaration au Gouverneur de la province dans laquelle la mine est située et au Ministre.

Art. 3. Les concessionnaires seront tenus de fournir à l'ingénieur des mines tous les renseignements qu'il jugera utile de leur réclamer au sujet de l'exploitation qu'ils se proposent de réaliser, ainsi que des sièges d'extraction et des installations superficielles dont ils projettent l'établissement.

Art. 4. Les concessionnaires disposeront et conduiront leurs travaux de manière à ne pas compromettre la sûreté publique, la conservation et la salubrité de la mine, la sûreté des ouvriers et à ne pas nuire aux propriétés, aux eaux utiles et à l'environnement.

Ils se conformeront, à cet effet, aux lois, décrets et règlements sur les mines et aux instructions qui leur seront données par les autorités compétentes.

Art. 5. En vue de la conservation de la mine et des propriétés voisines, les concessionnaires maintiendront le long et à l'intérieur des limites de leurs concessions, des massifs ou espontes de dix mètres d'épaisseur.

Art. 6. Le concessionnaire fera placer, conformément aux instructions du fonctionnaire compétent des bornes en des points de la concession à désigner par celui-ci, pour en marquer les limites et certains points importants. Cette opération aura lieu à la requête et en présence du fonctionnaire compétent ou de son délégué, qui en dressera procès-verbal.

Art. 7. Le concessionnaire tiendra à jour, en double expédition, un plan parcellaire de la surface sur lequel seront représentés les limites de la concession, l'emplacement des bornes et des points de repère, les principales voies de communication, les édifices publics et les travaux d'art importants, la position des puits, des bâtiments et autres constructions intéressant l'exploitation, enfin toutes les habitations et constructions existant à la surface dans les limites de la concession ainsi que dans un rayon de cent mètres compté à partir de ces limites.

Ce plan sera dressé à l'échelle de 1 mm. par mètre. Les feuilles des plans des travaux devront correspondre exactement à celles du plan de la surface et porter le même carrelage, les mêmes lettres et les mêmes numéros.

Une expédition de ce plan sera adressé à l'ingénieur des mines.

(1) Substance minérale faisant l'objet de la concession.

(2) Nom de la concession.

Art. 8. Les concessionnaires paieront, chaque année, au propriétaire de la surface, une redevance de francs par hectare de superficie et une redevance de % du produit net de la mine, tel qu'il est déterminé conformément à l'article 21 du décret du 7 juillet 1988 sur les mines.

Art. 9. L'évacuation des déblais et le réaménagement du sol seront réalisés selon le programme ci-annexé et dont le montant est estimé à à la date du index Ce montant est susceptible de révision en fonction des dispositions de l'article 10.

Art. 10. Le concessionnaire constituera un cautionnement au profit de la Région wallonne représentée par
Chaque année, le montant total du cautionnement sera calculé dans le courant du mois de janvier sur base d'une des deux formules suivantes.

Pour les mines à ciel ouvert :

$$\frac{C.E. \times S}{S.T.} - T.R.$$

C.E. : coût estimé de l'ensemble des travaux de réaménagement.

S : superficie découverte au 31 décembre de l'année écoulée.

S.T. : superficie totale de l'exploitation.

T.R. : valeur des travaux de réaménagement déjà réalisés.

Pour les mines souterraines :

$$\frac{C.E. \times V}{V.T.} - T.R.$$

C.E. : coût estimé de l'ensemble des travaux de réaménagement.

V : volume exploité au 31 décembre de l'année écoulée.

V.T. : volume total à exploiter.

T.R. : valeur des travaux de réaménagement déjà réalisés.

Le coût estimé de l'ensemble des travaux de réaménagement C.E. est celui fixé à l'article 9, indexé sur base de l'indice des prix à la consommation (base 1971 = 100) au 31 décembre de l'année écoulée, l'indice de base étant de

Si l'augmentation réelle du coût des travaux ne correspond pas à l'indexation établie comme indiqué ci-dessus, l'exploitant procède à une réestimation de ce coût et le soumet à l'Exécutif.

En cas de carence de l'exploitant, l'ingénieur des mines procédera à cette réestimation et en informera le Ministre.

Art. 11. Le 31 janvier de chaque année au plus tard, le concessionnaire communiquera à l'ingénieur des mines :

- la superficie découverte au 31 décembre de l'année écoulée ou le volume extrait à cette date;
- les pièces justificatives permettant la vérification des valeurs communiquées;
- la justification du cautionnement réajusté selon l'article 10.

Art. 12. Après exécution par le concessionnaire des travaux de réaménagement prévus, l'Exécutif donnera décharge du cautionnement sur rapport de l'ingénieur des mines.

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 26 juillet 1990.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon, chargé de l'Economie et des P.M.E.,

B. ANSELME

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement pour la Région wallonne,

G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D 90 — 3004

26. JULI 1990. — Erlass der Wallonischen Regionalexekutive zur Festlegung des Musterlastenheftes, das die allgemeinen Verpflichtungen der Grubenkonzessionsinhaber bestimmt

Aufgrund des Dekretes vom 7. Juli 1988 über die Gruben und insbesondere des Artikels 18;

Aufgrund des am 18. September 1989 abgegebenen Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers-Vorsitzenden, beauftragt mit der Wirtschaft, den K.M.B. und dem Regionalen Öffentlichen Dienst und des Ministers der Landwirtschaft, der Umwelt und des Wohnungswesens,

Erlässt die Wallonische Regionalexekutive :

Artikel 1. Die allgemeinen Verpflichtungen der Grubenkonzessionsinhaber werden in einem Musterlastenheft festgelegt, dessen Model diesem Erlass beiliegt.

Art. 2. Der für die Gruben zuständige Minister wird mit der Durchführung dieses Erlasses beauftragt.

Namür, den 26. Juli 1990.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive, beauftragt mit der Wirtschaft, den K.M.B. und dem Regionalen Öffentlichen Dienst,

B. ANSELME

Der Minister der Landwirtschaft, der Umwelt und des Wohnungswesens für die Wallonische Region,

G. LUTGEN

MUSTERLASTENHEFT**Grubenkonzession**

Artikel 1. Im Sinne dieses Musterlastenheftes versteht man unter :

- « Minister » : den für Gruben zuständigen Minister,
- « Bergingenieur » : den Direktor des betreffenden Aussendienstes der Abteilung Verhütung der Umweltschäden und Nutzung des Untergrunds.

Art. 2. Die Grubenkonzession für (1)..... von (2)....., deren Markscheide durch den Konzessionserlass vom festgelegt worden ist, wird durch dieses Lastenheft geregelt, das dem betreffenden Erläss beigelegt bleibt.

Der Konzessionsinhaber wählt seinen Wohnsitz in Falls er diesen Wohnsitz später in eine andere Gemeinde verlegen möchte, ist er verpflichtet, dies dem Gouverneur der Provinz, in der die Grube gelegen ist, und dem Minister mitzuteilen.

Art. 3. Die Konzessionsinhaber sind verpflichtet, dem Bergingenieur jegliche von ihm verlangten Auskünfte über die durch sie beabsichtigte Gewinnung sowie über die von ihnen geplanten Förderstellen und Oberflächenanlagen zu erteilen.

Art. 4. Die Konzessionsinhaber müssen ihre Arbeiten so anordnen und leiten, dass die öffentliche Sicherheit, die Erhaltung und gesundheitliche Zuträglichkeit der Grube, die Sicherheit der Arbeiter nicht gefährdet wird, und den Eigentümern, dem Nutzwasser und der Umwelt nicht geschadet wird.

Hierzu haben sie sich an die Gesetze, Dekrete und Verordnungen über die Gruben und an die Anweisungen, die ihnen von den zuständigen Behörden gegeben werden, zu halten.

Art. 5. Hinsichtlich der Erhaltung der Grube und der Nachbareigentümer haben die Konzessionsinhaber entlang und innerhalb ihrer Konzessionsfelder, Markscheidesicherheitspfeiler oder Nebengestein von zehn Metern Dicke beizubehalten.

Art. 6. Der Konzessionsinhaber muss gemäß den Anweisungen des zuständigen Beamten an den durch diesen bezeichneten Stellen Grenzsteine aufstellen, um die Markscheiden und gewisse wichtige Stellen zu kennzeichnen. Dieser Vorgang erfolgt auf Ersuchen und in Anwesenheit des zuständigen Beamten oder seines Vertreters, der hierüber ein Protokoll führt.

Art. 7. Der Konzessionsinhaber schreibt einen Parzellenplan der Oberfläche in doppelter Ausfertigung fort, auf dem die Markscheiden der Konzession, die Stelle der Grenzsteine und die Bezugspunkte, die Hauptverkehrswege, die öffentlichen Gebäude und bedeutenden Kunstbauwerke, die Lage der Schächte, der Gebäude und anderen Baulichkeiten, die zum Betrieb gehören, schliesslich alle Wohnhäuser und Gebäude, die an der Oberfläche innerhalb der Markscheiden sowie in einem Umkreis von hundert Metern ab diesen vorhanden sind, dargestellt sind.

Dieser Plan ist im Massstab von 1 Millimeter pro Meter zu erstellen. Die Blätter der Pläne über die Arbeiten müssen genau mit denjenigen des Planes der Oberfläche übereinstimmen und die gleiche Rasterung, die gleichen Buchstaben und die gleichen Nummern tragen.

Eine Ausfertigung dieses Planes ist den Bergingenieur zuzustellen.

Art. 8. Die Konzessionsinhaber zahlen dem Grundeigentümer jährlich eine Abgabe von Franken pro Hektar und eine Gebühr von % des Nettoertrags der Grube, so wie diese gemäß Artikel 21 des Dekretes vom 7. Juli 1988 über die Gruben festgelegt wird.

Art. 9. Die Beseitigung des tauben Haufwerks und die Wiedernutzbarmachung des Bodens erfolgt gemäß beiliegendem Programm und ihr Betrag wird auf am bel. Index , geschätzt.

Dieser Betrag kann aufgrund der Bestimmungen von Artikel 10 revidiert werden.

Art. 10. Der Konzessionsinhaber bestellt eine Bürgschaft zugunsten der Wallonischen Region, vertreten durch.....

Der Gesamtbetrag der Bürgschaft wird jährlich im Laufe des Monats Januar auf der Grundlage einer der beiden folgenden Formeln berechnet :

Für Tagebau :

$$\frac{S.K. \times F}{G.F.} - W.A.$$

S.K. : Schätzungskosten der gesamten Wiedernutzbarmachungsarbeiten

F : am 31. Dezember des vergangenen Jahres freigelegte Fläche

G.F. : Gesamtfläche des Betriebs

W.A. : Wert der bereits unternommenen Wiedernutzbarmachungsarbeiten.

Für Untertagebau :

$$\frac{S.K. \times M}{G.M.} - W.A.$$

S.K. : Schätzungskosten der gesamten Wiedernutzbarmachungsarbeiten

M. : am 31. Dezember des vergangenen Jahres abgebaute Menge

G.M. : Gesamte Abbaumenge

W.A. : Wert der bereits unternommenen Wiedernutzbarmachungsarbeiten.

(1) Erze, die Gegenstand dieser Konzession sind.

(2) Name der Konzession.

Die Schätzungskosten der gesamten Wiedernutzbarmachungskosten S.K. sind diejenigen, die in Artikel 9 festgelegt worden sind, indiziert auf der Grundlage des Indexes der Verbraucherpreise (Basis 1971 = 100) am 31. Dezember des vergangenen Jahres, wobei der Basisindex ist.

Wenn die reelle Erhöhung der Arbeitskosten nicht mit der wie oben beschrieben festgelegten Indexierung übereinstimmt, nimmt der Konzessionsinhaber eine Neuschätzung dieser Kosten vor und unterbreitet sie der Exekutive.

Handelt der Konzessionsinhaber nicht, so nimmt der Bergingenieur diese Neuschätzung vor und setzt den Minister hierüber in Kenntnis.

Art. 11. Spätestens am 31. Januar jedes Jahres teilt der Konzessionsinhaber dem Bergingenieur folgendes mit :

- die am 31. Dezember des vergangenen Jahres freigelegte Fläche oder die an diesem Datum gewonnene Menge;
- die Belege zur Überprüfung der mitgeteilten Werte;
- die Rechtfertigung der mitgeteilten Werte;
- die Rechtfertigung der gemäss Artikel 10 angepassten Bürgschaft.

Art. 12. Nach Durchführung der vorgesehenen Wiedernutzbarmachungsarbeiten durch den Konzessionsinhaber, erteilt die Exekutive Entlastung für die Bürgschaft nach Bericht des Bergingenieurs.

Gesehen als Anlage zum Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 26. Juli 1990.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive, beauftragt mit der Wirtschaft, den K.M.B. und dem Regionalen Öffentlichen Dienst,

B. ANSELME

Der Minister der Landwirtschaft, der Umwelt und des Wohnungswesens für die Wallonische Region,

G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N 90 — 3004

26 JULI 1990. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve tot vaststelling van de typemijnconcessievoorwaarden houdende bepaling van de algemene verplichtingen van de mijnconcessiehouders

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op het decreet van 7 juli 1988 op de mijnen, inzonderheid op artikel 18;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 18 september 1989;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter belast met Economie, KMO's en Gewestelijk Openbaar Ambt en van de Minister van Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting voor het Waalse Gewest,

Besluit :

Artikel 1. De algemene verplichtingen van de mijnconcessiehouders zijn bepaald in een typebestek waarvan het model bij dit besluit is gevoegd.

Art. 2. De Minister tot wiens bevoegdheid de mijnen behoren, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 26 juli 1990.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve belast met Economie, KMO's en Gewestelijk Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting voor het Waalse Gewest,

G. LUTGEN

TYPEBESTEK

Mijnconcessie

Artikel 1. In de zin van dit bestek dient te worden verstaan onder :

- « Minister » : de minister tot wiens bevoegdheid de mijnen behoren;
- « Mijningenieur » : de directeur van de betrokken buitendienst van de afdeling Voorkoming van de Verontreinigingen en van het Beheer van het Ondergrond.

Art. 2. De mijnconcessie voor (1) van (2) waarvan de omtrek in het besluit van tot oprichting van de concessie wordt bepaald, zal door dit bestek worden geregeld dat bij dit besluit dient te worden gevoegd.

(1) Minerale stof waarop de concessie betrekking heeft.

(2) Naam van de concessie.

De concessiehouder zal keuze van woonst doen in Ingeval hij later die woonplaats in een andere gemeente wou overdragen, is hij ertoe gehouden een aangifte daarvan aan de Gouverneur van de provincie waarin de mijn is gelegen en aan de Minister doen.

Art. 3. De concessiehouders worden ertoe gehouden de mijnningenieur alle door hem vereiste inlichtingen mede te delen over de ontginning die zij van plan zijn uit te voeren, alsmede over de winningsplaatsen en installaties die zij wensen op te richten.

Art. 4. De concessiehouders moeten hun werken aanleggen en leiden zodat de openbaar veiligheid, het behoud en de salubriteit van de mijn, de veiligheid van de werknemers niet benadeeld worden en de eigendommen, het nuttige water en het leefmilieu niet geschaad worden.

Zij moeten daartoe de wetten, decreten en reglementen op de mijnen en de instructies die hen door de bevoegde overheden zal worden gegeven, nakomen.

Art. 5. Met het oog op het behoud van de mijn en van de naburige eigendommen moeten de concessiehouders langs en binnen de grenzen van hun concessies beveiligingspijlers en grensmuren van met een dikte van tien meter handhaven.

Art. 6. De concessiehouder moet overeenkomstig de instructies van de bevoegde ambtenaar grenspalen plaatsen op de door hem aan te wijzen plekken ten einde de grenzen en bepaalde belangrijke plaatsen van de concessie aan te duiden. Die operatie wordt verricht op het verzoek en bij aanwezigheid van de bevoegde ambtenaar of van zijn afgevaardigde die het proces-verbaal ervan zal opmaken.

Art. 7. De concessiehouder moet een perceelgewijs plan van de oppervlakte in dubbel afschrift bijhouden waarop de grenzen van de concessie, de ligging van de grensstenen en merktekens, de voornaamste verkeerswegen, de openbare gebouwen en belangrijke werken, de ligging van mijnschachten, gebouwen en andere constructies met betrekking tot de ontginning en tenslotte alle woningen en constructies die binnen de grenzen van de concessie voorkomen alsmede binnen een omtrek van honderd meter vanaf die grenzen op de bovengrond bestaan.

Dit plan wordt opgemaakt op een schaal van 1 mm/m. De bladen van het plan van de werken moeten met die van het plan van de oppervlakte strijpt overeenkomen en dezelfde verdeling, letters en nummers dragen.

Een afschrift van dit plan moet worden gestuurd aan de mijnningenieur.

Art. 8. De concessiehouders moeten elk jaar een mijnrecht van F per hectaar en een mijnrecht dat % bedraagt van de netto-opbrengst van de mijn zoals hij overeenkomstig artikel 21 van het decreet van 7 juli 1988 op de mijnen wordt bepaald, aan de eigenaar van de bovengrond betalen.

Art. 9. De opruiming van ontgraving en de grondherinrichting moeten worden uitgevoerd overeenkomstig het hierbij gevoegde programma waarvan het bedrag op F wordt geraamd op (datum) gekoppeld aan de index

Dit bedrag mag, rekening houdend met de bepalingen van artikel 10, worden herzien.

Art. 10. De concessiehouder moet een borgstelling stellen ten gunste van het Waalse Gewest dat door wordt vertegenwoordigd.

Het totaal bedrag van de borgstelling moet elk jaar in de loop van de maand januari worden berekend op basis van één van de volgende twee formules.

Voor open groeven :

$$\frac{C.E. \times S}{S.T.} - T.R.$$

C.E. : geraamde kosten van alle herinrichtingswerken

S : de op 31 december van het verstreken jaar al vrijgemaakte oppervlakte

S.T. : totale oppervlakte van de ontginning

T.R. : waarde van de al uitgevoerde herinrichtingswerken.

Voor ondergrondse groeven :

$$\frac{C.E. \times V}{V.T.} - T.R.$$

C.E. : geraamde kosten van alle herinrichtingswerken

V : de op 31 december van het verstreken jaar geexploiteerde omvang

V.T. : de te ontginnen totale omvang

T.R. : waarde van de al uitgevoerde herinrichtingswerken.

De geraamde kosten van alle herinrichtingswerken C.E. is die welke in artikel 9 wordt vastgesteld, gekoppeld aan de index van de consumptieprijzen (basis 1971 = 100) op 21 december van het verstreken jaar, de basisindex is

Indien de werkelijke verhoging van de kosten van de werken met de voormelde indexaanpassing niet overeenstemt, moet de exploitant die kosten herschatten en die kosten aan de Executieve voorleggen.

Ingeval de exploitant dit nalaat, moet de mijnningenieur voor die herschatting zorgen en de Minister daarvan op de hoogte brengen.

Art. 11. De concessiehouder moet elk jaar uiterlijk op 31 januari volgende gegevens aan de mijnningenieur mededelen :

— de op 31 december van het verstreken jaar vrijgemaakte oppervlakte of de op die datum uitgewonnen omvang;

— de bewijsstukken die de verificatie van de meegeedeelde waarden mogelijk maken;

— de rechtvaardiging van de volgens artikel 10 heraanpaste borgstelling.

Art. 12. Nadat de concessiehouder de voorziene herinrichtingswerken heeft uitgevoerd, moet de Executieve na verslag van de mijnningenieur de borgstelling ontslaan.

Gezien om bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 26 juli 1990 gevoegd te worden.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve, belast met Economie,
KMO's en Gewestelijk Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting voor het Waalse Gewest,

G. LUTGEN

MINISTERE WALLON DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

F 90 — 3005

13 SEPTEMBRE 1990. — Arrêté désignant le Ministre compétent pour poser, au nom de l'Exécutif, les actes extrajudiciaires dans la matière des travaux publics, tels qu'ils sont définis à l'article 6, § 1^{er}, X, 1^o à 6^o, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988, en ce compris les espaces verts situés le long des routes et des voies navigables

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, telle que modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988 et notamment les articles 6, § 1^{er}, X, 1^o à 6^o, 69 et 82;

Vu son arrêté du 18 janvier 1989 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes de l'Exécutif, tel qu'il a été modifié par arrêtés du 11 mai 1989 et du 7 juin 1990;

Vu son arrêté du 29 mars 1990 désignant le Ministre poursuites et diligences duquel sont exercées, au nom de l'Exécutif, les actions de la Région wallonne, en demandant ou en défendant, dans la matière des travaux publics tels qu'ils sont définis à l'article 6, § 1^{er}, X, 1^o à 6^o de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988, en ce compris les espaces verts situés le long des routes et des voies navigables;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi ordinaire du 9 août 1980 et par la loi du 16 juin 1989 portant diverses réformes institutionnelles;

Vu l'urgence,

Considérant qu'il est indispensable de garantir au plus tôt la sécurité juridique des actes extrajudiciaires posés au nom de la Région;

Sur la proposition du Ministre des Travaux publics et de l'Équipement pour la Région wallonne,

Arrête :

Article 1^{er}. Le Ministre des Travaux publics et de l'Équipement est désigné pour poser, au nom de l'Exécutif, les actes extrajudiciaires dans la matière des travaux publics, tels qu'ils sont définis à l'article 6, § 1^{er}, X, 1^o à 6^o de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988, en ce compris les espaces verts situés le long des routes et des voies navigables.

Art. 2. Le Ministre des Travaux publics et de l'Équipement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 13 septembre 1990.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon
chargé de l'Économie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre des Travaux publics et de l'Équipement pour la Région wallonne,

A. BAUDSON

ÜBERSETZUNG

WALLONISCHES MINISTERIUM FÜR AUSTRÜSTUNG UND TRANSPORTWESEN

D 90 — 3005

13. SEPTEMBER 1990. — Erlass zur Benennung des zuständigen Ministers, um im Namen der Exekutive die aussergerichtlichen Handlungen in bezug auf die öffentlichen Arbeiten, wie sie in Artikel 6, Abs. 1, X, Nrn. 1 bis 6 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, abgeändert durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 bestimmt worden sind, einschliesslich der längs der Strassen und der Schifffahrtswege gelegenen Grünflächen, vorzunehmen

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980, so wie es durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 abgeändert worden ist und insbesondere des Artikels 6, Abs. 1, X, Nrn. 1^o bis 6^o und der Artikel 69 und 82;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 18. Januar 1989 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Exekutive, so wie er durch Erlasse vom 11. Mai 1989 und vom 7. Juli 1990 abgeändert worden ist;